Le présent projet de loi s'inscrit dans le cadre général de la réforme du régime de sécurité sociale d'outre-mer qui a été décidée par le gouvernement.

Il réalise l'intégration juridique de l'Office de sécurité sociale d'outre-mer (OSSOM) et de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (ONSSAPL) au 1er janvier 2015.

Cette intégration est réalisée par une fusion au sein d'une institution publique de sécurité sociale nouvellement créée qui sera gérée paritairement: l'"Office des régimes particuliers de sécurité sociale" (ORPSS). Les missions, le personnel, les biens, droits et obligations tant de l'ONSSAPL que de l'OSSOM sont transférés à ce nouvel organisme.

Des services de support uniques travailleront pour l'ensemble des services opérationnels de la nouvelle structure, ce qui permettra des gains d'efficacité liés aux économies d'échelle.

Dans une optique de transparence et de lisibilité, la loi rassemble dans un même texte toutes les missions du nouvel organisme en les actualisant.

Selon la mission, 5 comités de gestion composés paritairement seront compétents:

- Le "Comité de gestion de la sécurité sociale des administrations provinciales et locales". Il sera compétent pour les missions de Caisse d'allocations familiales, de perception et de recouvrement de cotisations de sécurité sociale pour le personnel des administrations provinciales et locales, l'application des dispositions de la loi du 24 octobre 2011 assurant un financement pérenne des pensions des membres du personnel nommé à titre définitif des administrations provinciales et locales et des zones de police locale et modifiant la loi du 6 mai 2002 portant création du fonds des pensions de la police intégrée et portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale et contenant diverses dispositions modificatives, le paiement de différentes interventions (ACS, FBI, contrats de sécurité) et le service d'inspection.

- Le "Comité de gestion de la sécurité sociale d'outre-mer" sera compétent pour l'application des législations et réglementations qu'appliquait l'OSSOM à savoir:

1° la loi du 16 juin 1960 plaçant sous la garantie de l'État belge les organismes gérant la sécurité sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi, et portant garantie par l'État belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci;

2° la loi du 17 juillet 1963 relative à la sécurité sociale d'outre-mer;

3° les arrêtés d'exécution de ces lois.

- Le "Comité général de gestion de l'Office" qui est inspiré de l'INAMI. Relèvera notamment du Comité général de gestion, tout ce qui concerne les ressources humaines (application du statut et notamment les recrutements, affectations, nominations, promotions, sanctions disciplinaires en ce compris le licenciement ou la révocation, plan de personnel, le budget, les comptes de l'Office...).

- Le Comité de gestion "Maribel" sera compétent pour le Maribel social et fiscal et les accords sociaux pour les secteurs fédéraux de la santé et le Pacte des générations.

- Le "Comité de gestion du Service social collectif".

L'affiliation au Service social collectif de l'ORPSS sera purement volontaire et non obligatoire. Son action est toujours complémentaire et supplétive. Il est financé par une cotisation patronale.

La gestion journalière de l'ORPSS est assurée par un "administrateur général" et un "administrateur général adjoint" appartenant à des rôles linguistiques différents.

Tout le personnel statutaire est nommé, promu et révoqué par le Comité général de gestion selon le statut du personnel des IPSS à l'exception de l'administrateur général et de l'administrateur général adjoint qui sont nommés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres selon la procédure habituelle pour les managers des IPSS.

Tous les membres du personnel statutaire qui exercent des activités à l'ONSSAPL et à l'OSSOM au 1er janvier 2015 seront transférés à l'ORPSS avec les droits acquis selon le principe du "sac-à-dos".

Les membres du personnel engagés par contrat de travail, bénéficient, par simple signature d'un avenant à leur contrat de travail, du même contrat auprès de l'Office.

Il n'y a donc aucune perte d'emploi ni pour le personnel nommé à titre définitif ni pour le personnel contractuel.

Certaines dispositions transitoires sont destinées à éviter tout vide juridique et toute interruption dans le fonctionnement des organismes fusionnés et dans l'accomplissement des missions transférées à l'ORPSS (fonctionnaires dirigeants, présidents et membres des comités de gestion, commissaires du gouvernement...).

[Lire la discussion](#)

Le projet de loi n° 3400 est adopté par 112 voix et 24 abstentions

Vote nominatif : 014

Oui	112
-----	-----

Almaci Meyrem, Annemans Gerolf, Arens Joseph, Bacquelaine Daniel, Bastin Christophe, Battheu Sabien, Becq Sonja, Bonni Véronique, Bonte Hans, Boulet Juliette, Brems Eva, Brotcorne Christian, Burgeon Colette, Calvo y Castañer Kristof, Caverenne Valérie, Clerfayt Bernard, Colen Alexandra, Collard Philippe, Dallemagne Georges, De Bont Rita, De Clercq Mathias, De Croo Herman, Dedecker Jean Marie, Delizée Jean-Marc, De Man Filip, De Permentier Corinne, De Potter Jenne, Deseyn Roel, Detiège Maya, Devin Laurent, Devlies Carl, De Vriendt Wouter, Dewael Patrick, D'haeseleer Guy, Dierick Leen, Drèze Benoît, Ducarme Denis, Emmery Isabelle, Fernandez Fernandez Julia, Flahaut André, Fonck Catherine, Frédéric André, Geerts David, Gennez Caroline, Genot Zoé, George Joseph, Gerkens Muriel, Gilkinet Georges, Goffin Philippe, Goyvaerts Hagen, Gustin Luc, Henry Olivier, Jabour Mohammed, Jadin Katrin, Jadot Eric, Kindermans Gerald, Kitir Meryame, Lacroix Christophe, Lahssaini Fouad, Lalieux Karine, Lambert Marie-Claire, Landuyt Renaat, Lanjri Nahima, Logghe Peter, Lutgen Benoît, Maingain Olivier, Marghem Marie-Christine, Mathot Alain, Mayeur Yvan, Meire Laurence, Michel Charles, Mouton Rosaline, Musin Linda, Muylle Nathalie, Mylle Gerda, Nyanga-Lumbala Jeanne, Özen Özlem, Pas Barbara, Perpète André, Ponthier Annick, Rutten Gwendolyn, Sampaoli Vincent, Schiltz Willem-Frederik, Schoofs Bert, Seminara Franco, Senecaut Manuella, Slegers Bercy, Snoy et d'Oppuers Thérèse, Somers Bart, Somers Ine, Temmerman Karin, Terwingen Raf, Thiébaud Eric, Thiéry Damien, Tobback Bruno, Tuybens Bruno, Valkeniers Bruno, Vanackere Steven, Van Biesen Luk, Van Cauter Carina, Van den Bergh Jef, Van der Auwera Liesbeth, Van der Maelen Dirk, Van Gool Dominica, Van Grootenbrulle Bruno, Vanheste Ann, Van Quickenborne Vincent, Vanvelthoven Peter, Veys Tanguy, Vienne Christiane, Wierinck Godelieve, Wilrycx Frank

Non	000
-----	-----

Abstentions	024
-------------	-----

Coudyser Cathy, Dedecker Peter, Degroote Koenraad, De Meulemeester Ingeborg, Demir Zuhul, Demol Elsa, De Wit Sophie, Dumery Daphné, Francken Theo, Grosemans Karolien, Jambon Jan, Louis Laurent, Luykx Peter, Maertens Bert, Smeyers Sarah, Sminate Nadia, Uyttersprot Karel, Vandeput Steven, Van Esbroeck Jan, Van Moer Reinilde, Van Vaerenbergh Kristien, Weyts Ben, Wollants Bert, Wouters Veerle